

Étude comparative sur l'application du règlement Bruxelles I bis

RAPPORT FINAL
DU PROJET



Projet co-financé par
l'Union Européenne



*Retrouvez l'intégralité du rapport, avec les annexes,
sur les sites de la CEHJ (www.cehj.eu)
et du CNUE (www.notaries-of-europe.eu)*



Cette publication a été réalisée avec le soutien financier du programme *Justice* de la Commission européenne.

Le consortium du projet « Bruxelles I bis » est responsable du contenu de cette publication qui ne reflète en aucun cas l'opinion de la Commission européenne.



Préambule

Objectif

L'objectif du projet « Etude comparative sur l'application du règlement Bruxelles I bis », co-financé par l'Union européenne, était de conduire une étude comparative d'une durée de 18 mois sur l'application du règlement européen 1215/2012 du 12 décembre 2012 *concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale* (dit «Bruxelles I bis») par les huissiers de justice et notaires des Etats membres suivants :

- ★ Allemagne
- ★ Belgique
- ★ Espagne
- ★ France
- ★ Hongrie
- ★ Italie
- ★ Luxembourg
- ★ Pologne
- ★ Portugal



En effet, la mise en œuvre du règlement Bruxelles I bis est confrontée à des difficultés qui relèvent de problématiques pratiques (usage des formulaires, traductions requises, respect des délais...) mais également d'un manque de compréhension mutuelle pour la mise en œuvre de du règlement dans les Etats membres.

Malgré l'existence d'un instrument commun, les acteurs impliqués dans le cadre des procédures d'exécution transfrontière interprètent souvent les actes de leurs homologues étrangers à la lumière de leur propre système juridique, ce qui conduit parfois à des interprétations juridiques approximatives voire erronées.

Ainsi, à titre d'exemple, les missions dévolues aux notaires et aux huissiers varient selon les systèmes juridiques des Etats membres. De même, la différence entre les règles nationales relatives à la notification/signification et l'exécution des actes est un facteur objectif de complexité dans l'application de l'instrument européen.

Dès lors, l'analyse détaillée des mécanismes procéduraux nationaux et des praticiens compétents est apparue comme étant de nature à (i) faciliter l'application du règlement Bruxelles I bis et (ii) envisager des pistes d'amélioration de l'exécution transfrontière des actes.

L'étude a donc suivi une triple approche :

- ★ la première sur l'application *in concreto* du règlement Bruxelles I: modalités d'obtention d'un acte authentique, conditions requises pour la délivrance du certificat, praticien chargé d'établir ledit certificat, transmission aux agents compétents aux fins de signification/notification et d'exécution et différences d'application par rapport au règlement 805/2004 portant création d'un titre exécutoire européen sur les créances incontestées (dit « Titre exécutoire européen ») ;
- ★ la seconde sur les spécificités des systèmes procéduraux nationaux, du point de vue juridique et les facteurs de différenciation dans les Etats membres de l'Union européenne ;



- ★ la troisième sur les outils existants en matière de communication par voie électronique, de façon à offrir la possibilité aux praticiens du droit d'échanger des actes de manière dématérialisée.

Méthodologie de l'étude

La méthodologie adoptée dans le cadre de cette étude a reposé sur une démarche participative et interprofessionnelle, associant des notaires, des huissiers de justice, mais également des professeurs spécialisés en droit européen. Un comité scientifique, composé de 1 notaire, 3 huissiers de justice, 2 professeurs d'université 1 magistrat, 1 représentant des notariats allemand, belge et français¹ s'est réuni périodiquement (5 réunions en 18 mois) pour rédiger un questionnaire détaillé sur l'application du règlement Bruxelles I bis, analyser les réponses et solliciter des compléments d'informations.

Le questionnaire, établi en 5 langues², a été diffusé par les représentations professionnelles à leurs praticiens, et mis ainsi en exergue les similitudes et différences significatives dans l'utilisation du règlement Bruxelles I bis.

Le présent rapport, rédigé par le comité scientifique, a pour objectif (i) de synthétiser les informations recueillies dans le cadre de l'étude et (ii) de formuler des recommandations issues de la pratique des professionnels du droit.

1. Le comité scientifique est composé des membres suivants :

- Pedroso Leal, *solicitador*, professeur à l'ISCAL, Portugal
- Patrick Gielen, huissier de justice, Belgique
- Justyna Piasecka, huissier de justice, Pologne
- Luc Ferrand, magistrat, directeur de projets – Secrétariat général du Ministère de la justice, France
- Jean-François Sagaut, notaire, France
- Reinhold Geimer, professeur, Allemagne
- Maria Escudeiro, professeur à l'ISCAL, Portugal
- Julie Francastel, représentant du notariat allemand
- Romina Scarpone, représentant du notariat belge
- Patricia Leouffre, représentant du notariat français

2. Anglais, français, hongrois, polonais et allemand.



CHAPITRE 1

Informations recueillies sur les pratiques nationales

L'étude, qui visait à recueillir des informations sur la pratique des huissiers de justice et notaires du règlement Bruxelles I bis, a porté sur trois grands thèmes :

- ★ la praticité du règlement Bruxelles I bis (1.1)
- ★ l'exécution des actes authentiques et décisions de justice, notamment par voie électronique (1.2)
- ★ l'articulation entre l'application du règlement Bruxelles I bis et le règlement sur le titre exécutoire européen (1.3)

1.1 Praticité du règlement Bruxelles I bis

1.1.1 Formulaires

D'une façon générale, il ressort des résultats de l'étude que les formulaires du Bruxelles I bis sont pratiques et clairs, soulignant une amélioration par rapport aux formulaires du précédent règlement Bruxelles I.

Des nuances sont à opérer en ce qui concerne la longueur des formulaires, certains professionnels considérant les formulaires de demande d'une longueur excessive ; toutefois, ce point n'a pas été considéré comme constituant un obstacle majeur à leur utilisation.



En revanche, la question du mode de calcul des intérêts semble poser de réelles difficultés pratiques dans l'exécution transfrontière des décisions de justice. En effet, les Etats membres présentent des différences significatives dans la détermination du montant des intérêts :

- ★ certains Etats appliquent les taux d'intérêts légaux. Dans certains états, il s'agit d'un pourcentage fixe (Belgique, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal), tandis que dans d'autres (France, Allemagne), un taux d'intérêt « de base » est majoré d'un nombre déterminé de points.
- ★ la majorité des pays prévoient des taux différents pour les personnes physiques et morales, dans d'autres, on distingue entre consommateurs, entrepreneurs et commerçants (Allemagne).

En Pologne et en Allemagne, il est possible de déroger au taux d'intérêt légal de façon contractuelle. Toutefois, en Pologne, le taux conventionnel ne peut pas excéder deux fois le taux d'intérêt légal. En Allemagne, la liberté contractuelle est limitée par l'interdiction d'usure et l'obligation de respect des bonnes mœurs. Le calcul des intérêts est rendu d'autant plus complexe que les taux d'intérêts varient selon une périodicité de 6 mois à un an selon les pays, information dont le professionnel n'a pas toujours connaissance au moment où il procède à l'exécution du titre. Or, l'huissier de justice engage sa responsabilité civile professionnelle s'il n'applique pas un taux d'intérêt correct au moment de la mise en œuvre des procédures civiles d'exécution.

1.1.2 Traduction

Dans la majorité des Etats membres ayant fait l'objet de cette étude, les traductions sont effectuées par des traducteurs assermentés, même si cette exigence n'est pas requise par le règlement Bruxelles I bis.

Les notaires et huissiers de justice indiquent qu'ils recommandent à leurs clients de procéder à une traduction de l'acte authentique et de la décision de justice,



dans un souci de gain de temps (permettant d'éviter que le contradicteur n'argue d'un défaut de compréhension du titre) et d'efficacité de la procédure (permettant d'éviter une mauvaise interprétation du titre).

L'appréciation se fait néanmoins au cas par cas, selon la complexité du dossier, le montant de la créance à recouvrer ou le type d'exécution recherchée. En effet, les frais de traductions sont avancés par le créancier (puis remboursés par le débiteur dans le cadre de la procédure civile d'exécution), ce qui peut constituer un coût excessif dans l'hypothèse d'un faible montant. En Belgique, les huissiers de justice peuvent certifier les traductions comme étant conformes ce qui permet, le cas échéant, d'avoir recours à une traduction non-assermentée et de limiter les frais engagés.

1.2 Exécution des actes authentiques et décisions de justice (notamment par voie électronique)

1.2.1 Titres exécutoires

Actes authentiques

Les actes authentiques et le certificat prévu à l'annexe 2 du règlement Bruxelles I bis sont dressés, dans l'ensemble des Etats membres étudiés, par des notaires, officiers publics auxquels est confiée, par une autorité publique, la mission d'assurer la liberté des consentements afin de garantir les intérêts légitimes de toutes les parties concernées. Les notaires effectuent des missions d'intérêt général au nom des autorités de supervision dans les domaines de droit les plus variés. Ils garantissent la légalité et la sécurité juridique des documents conclus entre particuliers. Par l'exercice de véritables prérogatives de puissance publiques que leur confie l'Etat, ils confèrent au document qu'ils rédigent une garantie d'authenticité.



Cette compétence est exercée, en concurrence avec d'autres professionnels, au Portugal (*solicitadores*)¹.

Les actes authentiques peuvent être dressés de manière électronique en France, en Espagne, en Hongrie, en Italie, au Portugal, les notaires disposant d'une signature électronique certifiée. En Allemagne, les notaires peuvent établir des copies électroniques certifiées. De plus, les actes authentiques électroniques sont archivés dans certains pays, comme la France, dans un minutier central auquel le notaire peut accéder par un mécanisme d'authentification, ce qui facilite la communication et l'exécution de ces titres.

Décisions de justice

Les décisions de justice sont rendues dans certains Etats membres de façon électronique (notamment en Belgique², Espagne, Italie, Portugal) ce qui facilite leur circulation et leur notification au défendeur.

1.2.2 Exécution des actes authentiques et des décisions de justice

Formalités préalables à l'exécution

En application du règlement Bruxelles I bis³, les titres exécutoires établis dans un pays sont exécutoires automatiquement dans l'Etat membre d'exécution.

1. Les « Solicitadores », professionnels indépendants, dressent des actes authentiques et accomplissent des procédures civiles d'exécution.

2. Uniquement dans le cadre de la procédure belge de recouvrement des créances incontestées.

3. Article 39 du règlement Bruxelles I bis: « Une décision rendue dans un Etat membre et qui est exécutoire dans cet Etat membre jouit de la force exécutoire dans les autres Etats membres sans qu'une déclaration constatant la force exécutoire soit nécessaire ».



Toutefois, en Espagne et au Portugal, la décision de justice étrangère doit faire l'objet d'une procédure d'enrôlement préalable à l'exécution, auprès de la juridiction du domicile du défendeur. Cette pratique serait motivée, selon les praticiens, par le principe, en vertu duquel une décision étrangère doit bénéficier du même régime qu'une décision nationale. Etant donné que les décisions espagnoles et portugaises sont soumises à la procédure d'enrôlement, il en va de même pour les décisions étrangères ayant vocation à être exécutées dans ces deux pays.

Signification/notification des actes

- ★ La signification/notification du titre constitue la première étape de la procédure d'exécution.

C'est le créancier qui est à l'origine de cette transmission du titre, en sollicitant, selon les Etats membres, tantôt un huissier de justice, tantôt un greffier/personnel des tribunaux. En Pologne et en Allemagne, les greffiers/personnels des tribunaux sont également compétents pour la signification/notification des actes.

Ainsi, les huissiers de justice (Belgique, France, Hongrie et Luxembourg), professionnels indépendants procèdent à la « signification » des actes (la signification devant être entendue comme la notification d'un acte réalisée par un huissier de justice), tandis que les personnels des tribunaux (Allemagne, Espagne, Italie, Portugal, Pologne) procèdent à la notification des actes au défendeur.

- ★ La signification de l'acte par l'huissier de justice (au domicile ou sur le lieu de travail du défendeur) implique une remise à personne, laquelle peut se faire par voie électronique en France et en Belgique. A défaut de cette remise à personne, l'acte pourra être déposé au domicile du défendeur, ou encore à l'étude de l'huissier de justice.

La notification effectuée par les personnels des tribunaux s'opère par voie postale (lettre recommandée avec accusé de réception) et par voie électro-



nique, notamment en Espagne (uniquement pour certaines juridictions), en Italie, en Pologne (uniquement pour le tribunal de grande instance de Lublin-Est).

Les huissiers de justice de Belgique, de France et du Luxembourg sont des officiers publics et ministériels, participant à l'exercice de l'autorité publique. Ils sont responsables professionnellement des préjudices qui pourraient survenir dans le cadre de la procédure de signification et couverts par une assurance responsabilité professionnelle dédiée (en France de façon illimitée, en Belgique jusqu'à 5.000.000 euros, au Luxembourg de façon obligatoire jusqu'à 500.000 euros et optionnelle au-dessus de cette somme, au Portugal au cas par cas selon les études de *solicitatores*). Cette responsabilité constitue une garantie et une protection renforcée pour les citoyens et les entreprises. Les huissiers de justice engagent leur responsabilité civile, pénale et disciplinaire, dans l'exercice de leurs missions.

Les personnels des tribunaux (en Allemagne, Espagne, Italie, Portugal) chargés de la notification des actes sont des fonctionnaires d'Etat. La mise en œuvre de leur responsabilité professionnelle suppose donc d'initier une procédure contentieuse contre l'Etat qui peut, à l'instar des procédures engagées contre tout agent public, s'avérer longue et complexe.

Signification/notification du certificat

La signification/notification du certificat intervient, dans la majorité des Etats membres objets de la présente étude, en même temps que la signification/notification du titre exécutoire.

Néanmoins, si la décision de justice n'est pas revêtue de l'exécution provisoire, elle sera signifiée/notifiée au défendeur dans un premier temps, puis le certificat sera signifié/notifié dès que la décision sera passée en force de chose jugée (soit environ un mois après).



La notion de « délai raisonnable », prévue par le considérant 32⁴ et l'article 43⁵ du règlement, entre la signification/notification du certificat et la première mesure d'exécution est considérée comme préjudiciable par la majorité des praticiens. En effet, ce délai offre la possibilité au défendeur de mauvaise foi d'organiser son insolvabilité, mettant ainsi en péril la procédure civile d'exécution du titre.

De plus, l'appréciation de ce délai raisonnable diffère d'un Etat membre à l'autre, de 5 à 20 jours selon les réponses obtenues. Il semblerait néanmoins que la durée moyenne soit de 10 à 20 jours.

Méthodes utilisées (notamment par voie électronique)

Tel qu'indiqué précédemment, les méthodes de signification/notification varient selon le statut des professionnels missionnés.

L'huissier de justice procède à la signification de l'acte par la remise au défendeur, ce qui présente un gain de célérité et d'efficacité. En effet, il dispose de moyens d'investigation qui lui permettent d'identifier le domicile du défendeur et son lieu de travail, offrant la possibilité de remettre l'acte en personne et d'en expliquer le contenu et les voies de recours au défendeur.

La signification/notification par voie électronique se développe au sein des différents Etats membres, lesquels ont opté pour des systèmes variés : plateformes électroniques sécurisées (Belgique, Espagne, France, Allemagne, Pologne), accès à des sites internet privés sécurisés, messageries électroniques privées (Hongrie, Italie).

4. Considérant 32 du règlement Bruxelles I bis *"Pour informer la personne contre laquelle l'exécution est demandée de l'exécution d'une décision rendue dans un autre Etat membre, le certificat établi au titre du présent règlement, accompagné si nécessaire de la décision, devrait lui être signifié ou notifié dans un délai raisonnable avant la première mesure d'exécution. Dans ce contexte, il convient d'entendre, par première mesure d'exécution, la première mesure d'exécution qui suit la signification ou la notification"*.

5. Article 43 du règlement Bruxelles I bis: *"1. Lorsque l'exécution d'une décision rendue dans un autre Etat membre est demandée, le certificat délivré conformément à l'article 53 est notifié ou signifié, avant la première mesure d'exécution, à la personne contre laquelle l'exécution est demandée. Le certificat est accompagné de la décision si celle-ci n'a pas déjà été notifiée ou signifiée à la personne concernée"*.



D'une façon générale, la signification/notification par voie électronique des actes au défendeur n'est pas encore mise en place dans tous les pays. Plusieurs facteurs freinent actuellement cette généralisation, comme par exemple la nécessité de recueillir le consentement du débiteur pour avoir recours à ce type de notification. En revanche, l'échange par voie électroniques des actes entre les professionnels du droit (huissiers de justice, avocats, personnels des tribunaux...) semble se généraliser. Il en va ainsi notamment pour l'échange des conclusions entre les avocats. Certains Etats membres (France) ont imposé par la loi la possibilité d'échanger par voie électronique avec un professionnel du droit⁶

Exécution des mesures provisoires/conservatoires

En application de l'article 54 du règlement Bruxelles I bis⁷, une mesure provisoire/conservatoire rendue par un tribunal d'un Etat membre est automatiquement exécutoire dans l'Etat membre requis, sans formalités préalables, et doit faire l'objet d'une adaptation si elle n'existe pas dans l'Etat membre requis. Cette faculté, qui découle directement de la suppression de la procédure d'apposition de la formule exécutoire et qui vise à faciliter la circulation des mesures provisoires/conservatoires en Europe, présente des difficultés liées à la diversité des systèmes judiciaires nationaux. En effet, une mesure prévue dans un Etat membre n'existe pas forcément dans un autre et la mesure équivalente est

6. Article 3 loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 « *Les huissiers de justice, les notaires, les commissaires-priseurs judiciaires, les avocats, les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, les commissaires aux comptes et les experts-comptables proposent à leur clientèle une relation numérique dans un format garantissant l'interopérabilité de l'ensemble des échanges* ».

7. Article 54 du règlement Bruxelles I bis: "1. Si une décision comporte une mesure ou une injonction qui est inconnue dans le droit de l'Etat membre requis, cette mesure ou injonction est adaptée autant que possible à une mesure ou une injonction connue dans le droit dudit Etat membre ayant des effets équivalents et poursuivant des objectifs et des intérêts similaires. Cette adaptation ne peut pas entraîner d'effets allant au-delà de ceux prévus dans le droit de l'Etat membre d'origine.

2. Toute partie peut contester l'adaptation de la mesure ou de l'injonction devant une juridiction.

3. Au besoin, il peut être exigé de la partie invoquant la décision ou demandant son exécution qu'elle fournisse une traduction ou une translittération de la décision".



parfois complexe à identifier. L'appréciation de la notion de « mesure *ayant des effets équivalents et poursuivant des objectifs et des intérêts similaires* » prévue dans le règlement doit désormais être faite par l'huissier de justice, lequel doit choisir la mesure qui lui semble correspondre à la mesure étrangère (dont il n'a souvent pas connaissance), mettant ainsi en jeu sa responsabilité si toutefois la mesure mise en œuvre est disproportionnée par rapport à la mesure d'origine.

Dans le cadre de la présente étude comparative, les mesures provisoires/conservatoires existant dans les différents Etats membres ont été listées et décrites sommairement de façon à faciliter leur compréhension par les professionnels de l'exécution, mais également par les citoyens et les entreprises. Les mesures provisoires/conservatoires permettent de rendre indisponible une partie du patrimoine du défendeur pendant une période limitée (indisponibilité justifiée, en principe, par l'urgence de la situation), le créancier ayant l'obligation de saisir la juridiction compétente au fond, dans un bref délai suivant le prononcé de la mesure provisoire/conservatoire.

Cependant, cet exercice d'interprétation de la mesure étrangère, autrefois confié au juge chargé d'apposer la formule exécutoire, relève de la juridiction compétente en cas de doute. Or, rien n'est précisé à cet égard dans les déclarations formulées par les Etats membres⁸ pour l'application du règlement Bruxelles I bis. A titre d'exemple, en France, le juge compétent pour régler les difficultés liées à l'exécution est le juge de l'exécution. Néanmoins, ce dernier intervient, en principe, en aval de la mesure (pour statuer sur les difficultés au moment de sa mise en œuvre) et non pas en amont, pour choisir la mesure adéquate. Il dispose donc, dans le cadre de l'application du règlement Bruxelles I bis en France, de compétences supplémentaires lui permettant d'identifier, avant toute procédure d'exécution, la mesure adaptée en droit interne.

8. Articles 75 et 76 du règlement Bruxelles I bis



Certains pays, tels que la Pologne, ont adopté des dispositions légales pour l'application du règlement Bruxelles I bis en droit interne prévoyant l'obligation, pour l'huissier de justice, de saisir la juridiction de première instance aux fins de connaître la mesure équivalente.

D'autres systèmes judiciaires nationaux, tels que ceux du Portugal et de l'Espagne, considèrent que la décision de justice condamnant le défendeur n'est pas exécutoire et requiert l'intervention d'un autre juge chargé de statuer sur les biens du défendeur qui feront l'objet de(s) mesure(s) de saisies. La décision étrangère devant bénéficier d'un traitement identique à une décision nationale, en application de l'article 41 du règlement⁹, elle sera donc soumise à l'analyse et l'interprétation (le cas échéant de la mesure provisoire/conservatoire étrangère) du juge chargé de déterminer le périmètre de l'exécution.

Il ressort de ces constatations qu'en dépit de la volonté exprimée par le législateur européen dans le règlement Bruxelles I bis, des « obstacles » dans l'exécution automatique des mesures provisoires/conservatoires persistent.

Mesures d'exécution: les acteurs de ces procédures

Les huissiers de justice, professionnels indépendants, ont la responsabilité de la mise en œuvre des mesures d'exécution dans la majorité des Etats membres visés dans cette étude (en Belgique, en France, en Hongrie, au Luxembourg, en Pologne). Les huissiers de justice, tel que mentionné précédemment, ont une obligation d'assurance « responsabilité civile professionnelle ».

9. Article 41: "1. Sous réserve des dispositions de la présente section, la procédure d'exécution des décisions rendues dans un autre État membre est régie par le droit de l'État membre requis. Une décision rendue dans un État membre et qui est exécutoire dans l'État membre requis est exécutée dans ce dernier dans les mêmes conditions qu'une décision rendue dans l'État membre requis.

2. Sans préjudice du paragraphe 1, les motifs de refus ou de suspension de l'exécution prévus par la loi de l'État membre requis s'appliquent dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec les motifs visés à l'article 45.

3. La partie qui demande l'exécution d'une décision rendue dans un autre État membre n'est pas tenue d'avoir, dans l'État membre requis, une adresse postale. Elle n'est pas non plus tenue d'avoir, dans l'État membre requis, un représentant autorisé sauf si cette représentation est obligatoire indépendamment de la nationalité ou du domicile des parties".



Seuls les huissiers de justice espagnols (*Secretariat Judicial*) et italiens (*Uffici notificazioni esecuzioni e protesti*) sont des professionnels des tribunaux en charge de l'exécution effective des décisions de justice. En Allemagne où les huissiers de justice (*Gerichtsvollzieher*) sont des fonctionnaires d'Etat ayant une autonomie dans l'organisation de leur étude (située en dehors des tribunaux), les compétences en matière d'exécution varient selon le bien objet de la saisie. Ainsi, le *Gerichtsvollzieher* est compétent en matière de saisie mobilière et le tribunal chargé de l'exécution est compétent en matière de saisie immobilière, à l'exception de l'inscription d'une hypothèque pour laquelle l'office du livre foncier a une compétence exclusive.

Méthodes utilisées (notamment par voie électronique) pour exécuter les titres

Il convient de noter, en préambule, que les huissiers de justice peuvent initier les mesures d'exécution s'ils sont munis du titre exécutoire (acte authentique ou exemplaire du jugement sur lequel est apposée la formule exécutoire par le greffe de la juridiction d'origine) ou d'une copie de la décision de justice (en Allemagne, Belgique, Espagne, France, Hongrie, Pologne, Portugal) laquelle permet d'engager des procédures dans plusieurs Etats membres, le cas échéant.

Les mesures pratiquées par les huissiers de justice varient selon les procédures nationales en vigueur, mais surtout en fonction des informations sur le patrimoine du débiteur auxquelles ils ont accès. Sur ce point les systèmes nationaux divergent, comme la Commission européenne a déjà eu l'occasion de l'observer dans son Livre vert de 2008 sur la transparence du patrimoine des débiteurs¹⁰.

A titre d'exemple, les huissiers de justice français ont accès au Fichier national des comptes bancaires (FICOBA), fichier accessible électroniquement qui leur

10. Livre vert - Exécution effective des décisions judiciaires dans l'Union européenne : la transparence du patrimoine des débiteurs /* COM/2008/0128 final */



fournit des informations sur les comptes détenus par le défendeur. Dès lors, la pratique des saisies de comptes bancaires est très majoritaire en France et ce, d'autant plus que cette saisie peut désormais s'effectuer par voie électronique. De même en est-il de l'accès au Système d'immatriculation des véhicules (SIV), qui permet aux huissiers de justice de saisir le véhicule du défendeur, à distance (par déclaration électronique à la préfecture de police), empêchant ainsi sa cession ou sa vente.

De même, en Pologne, les huissiers de justice peuvent obtenir des informations sur le patrimoine des défendeurs en consultant différents fichiers accessibles électroniquement (comptes bancaires, véhicules, cadastre, rémunérations) ce qui induit une pratique importante des saisies de comptes bancaires.

A l'inverse, les huissiers de justice belges et luxembourgeois, ne disposant pas de ce type d'accès, effectuent essentiellement des saisies de biens meubles. La Chambre nationale des huissiers de justice de Belgique fournit l'accès au Fichier centralisé des avis de saisies qui recense les différentes mesures mises en œuvre et permet aux praticiens de déterminer la pertinence d'une saisie à pratiquer.

Au Portugal, les *solicitadores* ont fréquemment recours aux saisies de comptes bancaires, mais également aux saisies de biens meubles dans la mesure où ils peuvent ensuite effectuer facilement la vente des biens en ligne.

En Espagne et en Italie, où les huissiers de justice sont des personnels des tribunaux, les saisies de comptes bancaires sont également privilégiées ainsi que les saisies immobilières, le cas échéant.

L'accès aux informations sur le patrimoine constitue un enjeu essentiel pour les huissiers de justice dont l'efficacité de l'exécution des titres dépend. Il convient de garder toujours à l'esprit la nécessité d'opérer un juste équilibre entre les intérêts du créancier et du débiteur mais également entre les créanciers. En Belgique, il est fréquent qu'en cas de saisie de comptes bancaires, l'Etat argue de son statut de créancier privilégié pour recouvrer les sommes en priorité. En effet, les sommes saisies font l'objet d'une répartition par distribution, lais-



sant peu de chances au créancier chirographaire de recouvrer le montant de sa créance après le paiement de l'Etat et des autres créanciers privilégiés. Ce type de procédure est importante à connaître pour déterminer la mesure appropriée à diligenter pour le recouvrement de la créance sachant que l'huissier de justice doit choisir une procédure de saisie proportionnée au montant du litige.

L'évolution de l'accès aux fichiers électroniques du cadastre et des employeurs, en complément des véhicules (disponibles en France, Portugal et Pologne...) et des comptes bancaires (France et bientôt Belgique dans le cadre de l'application du règlement européen « Ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires »¹¹), devrait modifier progressivement la pratique des huissiers de justice et œuvrer à accélérer et optimiser l'efficacité des procédures civiles d'exécution.

Refus d'exécution : Contrariété à l'ordre public de l'acte

Les motifs de refus d'exécution sont prévus à l'article 45 du règlement Bruxelles I bis¹². Figurent parmi les motifs de refus, la contrariété à l'ordre public d'un acte

11. Règlement (UE) n° 655/2014 du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale.

12. Article 45 du règlement Bruxelles I bis: "À la demande de toute partie intéressée, la reconnaissance d'une décision est refusée :

a) si la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'État membre requis;
b) dans le cas où la décision a été rendue par défaut, si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été notifié ou signifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre, à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire ;
c) si la décision est inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État membre requis ;
d) si la décision est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un autre État membre ou dans un État tiers entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet et la même cause, lorsque la décision rendue antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État membre requis ; ou
2. *Lors de l'appréciation des motifs de compétence visés au paragraphe 1, point e), la juridiction saisie de la demande est liée par les constatations de fait sur lesquelles la juridiction d'origine a fondé sa compétence.*
3. *Sans préjudice du paragraphe 1, point e), il ne peut être procédé au contrôle de la compétence de la juridiction d'origine. Le critère de l'ordre public visé au paragraphe 1, point a), ne peut être appliqué aux règles de compétence.*
4. *La demande de refus de reconnaissance est présentée selon la procédure prévue à la sous-section 2 et, s'il y a lieu, à la section 4".*



authentique ou d'une décision de justice. Or, il ressort de l'étude que nous avons conduite que les praticiens n'ont pas été confrontés à des cas de refus d'exécution pour contrariété à l'ordre public.

De plus, à la lumière des réponses obtenues, le nombre de demande de refus d'exécution, tous motifs confondus, apparaît infime.

1.3. Application des règlements européens Bruxelles I bis et Titre exécutoire européen

L'étude révèle des différences dans la pratique des règlements Bruxelles I bis et Titre exécutoire européen selon les praticiens.

Ainsi, les notaires indiquent qu'ils utilisent peu le règlement Bruxelles I bis pour plusieurs raisons. En premier lieu, l'essentiel des actes authentiques qui sont dressés par les notaires recouvrent des domaines qui n'entrent pas dans le champ d'application du règlement Bruxelles I bis (ventes immobilières, donations, hypothèques ...). En second lieu, si l'acte authentique a trait à une créance civile ou commerciale, les notaires privilégient l'utilisation du règlement Titre exécutoire européen¹³ pour lequel ils ont acquis une vraie pratique d'application. De plus, en France, le certificat prévu par le Titre exécutoire européen est délivré par le notaire au moment de la rédaction de l'acte authentique, contrairement au certificat prévu par le règlement Bruxelles I bis qui est délivré par le président de la Chambre nationale des notaires.

Quant aux huissiers de justice, les raisons de leur choix entre les deux règlements repose essentiellement sur les questions de simplicité de la procédure et de champ d'application. Ainsi, ils privilégieront le règlement Titre exécutoire européen en cas de créances incontestées car il leur paraît plus simple d'utilisa-

13. Règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées

tion ; en revanche, le règlement Bruxelles I bis sera employé pour tous les autres cas de créances civiles et commerciales dans la mesure où son champ d'application est plus large. En termes de célérité, les praticiens mentionnent que le délai d'exécution des titres, sur le fondement de l'un ou l'autre des règlements, serait équivalent.

Conclusions et recommandations

2.1. Conclusions

Une amélioration des pratiques transfrontières. L'étude révèle une amélioration dans la pratique de l'exécution transfrontière des actes avec l'entrée en vigueur du règlement Bruxelles I bis, que ce soit au niveau de sa praticité, de sa compréhension et de sa mise en œuvre. La suppression de la procédure d'exéquatur a, *de facto*, réduit les délais et les coûts. Il convient désormais de poursuivre les actions visant à favoriser la libre circulation des actes authentiques et des décisions de justice en Europe, notamment eu égard à l'identification des mesures d'effet équivalent dans l'Etat membre d'exécution.

La communication électronique. Le développement des outils de communication sécurisée par voie électronique offre de nouvelles potentialités pour les échanges entre les acteurs des procédures civiles d'exécution transfrontière et la mise en œuvre des saisies. En effet, la majorité des praticiens sont désormais dotés de moyens d'authentification et signature sécurisée qui devraient leur permettre de faciliter le stockage et la transmission de leurs actes à l'étranger aux fins d'exécution.



Une utilisation du règlement Bruxelles I bis à renforcer. Il ressort également de l'étude qu'en dépit des évolutions apportées par le règlement Bruxelles I bis, les praticiens huissiers de justice et notaires des 9 Etats membres visés utilisent le règlement Bruxelles I bis de façon ponctuelle.

Cette utilisation ponctuelle reposerait sur plusieurs raisons distinctes.

En premier lieu, les huissiers de justice soulignent leur connaissance approximative du règlement européen, faute de formations en droit européen proposées par les Etats membres et de communication sur les objectifs de celui-ci.

En second lieu, les huissiers de justice indiquent qu'un nombre limité de décisions de justice sont rendues sur le fondement du règlement Bruxelles I bis. Par conséquent, le volume de dossiers d'exécution transfrontière est faible et la motivation des praticiens pour se former sur un texte auquel ils ne sont pas régulièrement confrontés dans leur pratique quotidienne est relative. De même, les notaires font part du peu de dossiers d'exécution transfrontière d'actes authentiques entrant dans le champ d'application du règlement Bruxelles I bis. Enfin, l'absence (ou la quasi-absence) dans certains pays de dispositions législatives relatives à l'application du règlement Bruxelles I bis en droit interne constitue un obstacle à sa mise en œuvre. Il en découle une interprétation différente selon les régions et les juridictions saisies, portant atteinte à l'efficacité de l'exécution du titre étranger.

2.2. Recommandations

Harmonisation de la terminologie employée dans les règlements européens

Les notaires et huissiers de justice soulignent les différences de la terminologie employée dans les différents règlements européens en matière civile et



commerciale (notamment sur la définition de la notion de litige « transfrontière »). Il en est de même, *de facto*, des traductions des termes et expressions juridiques dans les différentes langues de l'Union européenne.

Il est nécessaire de consulter la Cour de justice de l'Union européenne pour connaître le sens et la portée des termes mentionnés dans les règlements européens.

Les praticiens suggèrent qu'un effort d'harmonisation des termes et des définitions soit effectué pour faciliter la compréhension, la lisibilité et la pratique des règlements européens.

Détermination du mode de calcul des intérêts

La problématique de la détermination du montant des intérêts est cruciale pour les praticiens du droit.

Tel que mentionné ci-dessus, la complexité du mode de calcul et la fréquence de la modification du taux de base justifient une clarification qui pourrait s'opérer sous plusieurs formes (alternatives ou cumulatives) :

- ★ à l'instar des notifications prévues aux articles 75 et 76 du règlement Bruxelles I bis, les Etats membres indiqueraient à la Commission européenne les modalités de calcul des intérêts en vigueur et seraient chargés de mettre à jour les informations fournies, le cas échéant.
- ★ les formulaires (annexes I et II) pourraient être modifiés pour prévoir un champ dans lequel le mode de calcul serait décrit en détail.
- ★ un outil de calcul automatique du montant des intérêts pourrait être développé sur financement européen. Cet outil interrogerait les bases de données nationales (lien vers les sites publiant les taux de base) et opérerait le calcul selon les règles définies par les Etats membres. Chaque pays resterait responsable des données fournies et de la mise à jour, le cas échéant, des règles de calcul.



- ★ le Réseau judiciaire en matière civile et commerciale pourrait effectuer un recensement des différents taux et modes de calcul applicables dans les Etats membres et publier ces informations sur le portail e-Justice de la Commission européenne.

Archivage des décisions de justice

Compte tenu des outils d'authentification sécurisée dont dispose les praticiens du droit et de leur capacité à établir des actes par voie électronique, il serait pertinent de permettre le stockage des décisions de justice dans des coffres-forts sécurisés, qui seraient accessibles à tous les huissiers de justice aux fins d'exécution transfrontière des titres.

Ces coffres-forts seraient connectés, grâce aux outils développés dans le cadre du projet européen Me-Codex (connecteur et gateway), de façon à permettre des échanges sécurisés entre les praticiens.

Formation accrue sur le règlement Bruxelles I bis

Outre une communication accrue des institutions européennes et des Etats membres sur l'objectif et la pertinence du règlement européen Bruxelles I bis, il serait opportun d'accroître l'offre de formation en droit européen.

Plusieurs projets co-financés par la Commission européenne ont permis de proposer des formations sur le règlement Bruxelles I bis à distance (projet « European Judicial e-Learning ») et en présentiel (projet « European Judicial Training for Court staff and Bailiffs »).

Néanmoins, il ressort du rapport de la Commission européenne de 2016 sur la formation en droit européen¹ que l'offre de formation des Etats membres est

1. https://e-justice.europa.eu/content_the_european_judicial_training_policy-121-fr.do



encore très insuffisante. Ce besoin de renforcement de la formation concerne les huissiers de justice, mais également les magistrats qui doivent recourir au règlement Bruxelles I bis de façon plus systématique dans le cadre du prononcé de leurs décisions de justice.



Archiving of judgments

Taking account of the secure authentication tools available to practitioners of law and their capacity to prepare instruments electronically, it would be relevant to allow the storage of judgments in secure digital safes, which would be accessible to all Bailiffs, for the purposes of cross-border enforcement of instruments. These digital safes would be connected, thanks to tools developed in the context of the European project Me-CODEX (connector and gateway), so as to enable secure exchanges between practitioners.

More training

on the Brussels I bis Regulation

In addition to increased communication by European institutions and Member States on the objective and relevance of the Brussels I bis Regulation, it would be appropriate to increase the training offer in European law. Several projects co-financed by the European Commission have made it possible to offer training in the Brussels I bis Regulation on a remote basis (the European Judicial e-Learning project) and on an attendance basis (the European Judicial Training for Court Staff and Bailiffs project). However, it is apparent from the 2016 European Commission Report on training in European law¹, that the training offer of the Member States is still very inadequate. This need to improve training concerns Bailiffs and Notaries, but also prosecutors who need to resort to the Brussels I bis Regulation systematically in the context of handing down their judgments.

1. https://e-justice.europa.eu/content_the_european_judicial_training_policy-121-fr.do

The issue of determination of the interest amount is crucial for practitioners of law. As mentioned above, the complexity of the method of calculation and the frequency of modification of the basic rate justify clarification which could be achieved in several ways (alternative or cumulative):

- ★ following the example of the services provided for in Articles 75 and 76 of the Brussels I bis Regulation, Member States would advise the European Commission of the procedures for calculating interest in force and would be responsible for updating the information provided, where applicable.
- ★ forms (Annexes I and II) could be amended to include a field in which the calculation method would be described in detail.
- ★ a tool for the automatic calculation of the amount of interest could be developed with European financing. This tool would consult national databases (link to sites publishing basic rates) and would carry out the calculation according to rules defined by the Member States. Each country would be responsible for the data provided and for updating, where applicable, the calculation rules.
- ★ the European Judicial Network in civil and commercial matters could draw up a list of the different rates and calculation methods applicable in the Member States and publish this information on the European Commission e-justice portal.

Determination of method of calculation of interests

Practitioners suggest that efforts to harmonise terms and definitions be made to facilitate the understanding, legitimacy and practice of the European Regulations.



Notaries and Bailiffs emphasise the differences in terminology used in the various European Regulations in civil and commercial matters (in particular, concerning the definition of "cross-border" dispute). The same applies, *de facto*, to the translations of legal terms and expressions in the various languages of the EU. It is necessary to consult the Court of Justice of the European Union to ascertain the meaning and import of the terms mentioned in the European Regulations.

2.2. Recommendations *Harmonisation of the terminology used in the European Regulations*

Balliffs and Notaries in the nine Member States targeted do not often use this instrument. There are several different reasons for this lack of use. First, Bailiffs emphasise their approximate knowledge of the European Regulation, due to lack of training in European law offered by Member States and lack of communication about its objectives. Second, Bailiffs state that a limited number of judgments are handed down based on the Brussels I bis Regulation. Accordingly, the volume of cross-border enforcement cases is low, as is practitioners' motivation to be trained in legislation which they do not come across regularly in their everyday practice. Similarly, Notaries point to the low number of cases of cross-border enforcement of authentic instruments covered by the scope of the Brussels I bis Regulation. Lastly, the absence (or quasi-absence) in some countries of legislative provisions relating to the application of the Brussels I bis Regulation in domestic law constitutes an obstacle to its implementation. In addition, this also produces a different interpretation depending on the regions and courts before which cases are submitted, harming the effectiveness of enforcement of the foreign instrument.

Use of the Brussels Regulation to be strengthened. It is also clear from the study that, despite the changes made by the Brussels I bis Regulation, the

enforcement purposes.

which should make it easier for them to store and send their titles abroad for measures. In fact, most practitioners now have secure authentication means, procedures of cross-border enforcement and implementation of preservation of tools offers new potentialities for exchanges between those involved in civil Electronic communication. The development of secure electronic communication tools offers new potentialities for exchanges between those involved in civil identification of measures of equivalent effect in the Member State of enforcement. ment of authentic instruments and judgments in Europe, particularly with regard to lines and costs. It is now necessary to continue actions to promote the free movement of authentic instruments and judgments in Europe, particularly with regard to implementation. The abolition of the exequatur procedure, in fact, reduced dead- I bis Regulation, whether in terms of its practical nature, its understanding and its tice of cross-border enforcement of titles with the entry into force of the Brussels Improved cross-border practices. The study reveals an improvement in the prac-

2.1. Conclusions

Conclusions and recommendations

CHAPTER 2





1.3. Application of European regulations Brussels I bis and European Enforcement Order

The study reveals differences, in practice, of the Brussels I bis and European Enforcement Order Regulations, depending on the practitioners.

Thus, Notaries state that they rarely use the Brussels I bis Regulation for several reasons. Firstly, most authentic instruments which are prepared by Notaries cover areas which do not come under the scope of the Brussels I bis Regulation (property sales, gifts, mortgages, etc.). Secondly, if the authentic instrument relates to a civil or commercial debt, Notaries favour use of the European Enforcement Order Regulation¹³ for which they have acquired real practice applying..

In addition, in France, the certificate provided for in the European Enforcement Order is issued by the Notary at the time of preparation of the authentic instrument, unlike the certificate provided for by the Brussels I bis Regulation, which is issued by the President of the National Chamber of Notaries.

As regards Bailiffs, the reasons for their choice between the two Regulations are essentially based on questions of simplicity of procedure and scope. So they will favour the European Enforcement Order Regulation in the case of undisputed debts, because they consider it easier to use; on the other hand, the Brussels I bis Regulation will be used for all other cases of civil and commercial debts insofar as its scope is broader. In terms of speed, practitioners mention that the deadline for enforcement of titles, based on either Regulation, is equivalent.

¹³ Regulation (EC) No 805/2004 of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 creating a European Enforcement Order for uncontested claims

12. Article 45 of the Brussels I bis Regulation: "On the application of any interested party, the recognition of a judgment shall be refused: (a) if such recognition is manifestly contrary to public policy (ordre public) in the Member State addressed; (b) where the judgment was given in default of appearance, if the defendant was not served with the document which instituted the proceedings or with an equivalent document in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant failed to commence proceedings to challenge the judgment when it was possible for him to do so; (c) if the judgment is irreconcilable with a judgment given between the same parties in the Member State addressed; (d) if the judgment is irreconcilable with an earlier judgment given in another Member State or in a third State involving the same cause of action and between the same parties, provided that the earlier judgment fulfils the conditions necessary for its recognition in the Member State addressed; or (e) in its examination of the grounds of jurisdiction referred to in point (e) of paragraph 1, the court of origin based its jurisdiction on the application which was submitted by the findings of fact on which the court of origin based its jurisdiction. Without prejudice to point (e) of paragraph 1, the jurisdiction of the court of origin may not be reviewed. The test of public policy referred to in point (a) of paragraph 1 may not be applied to the rules relating to jurisdiction. 4. The application for refusal of recognition shall be made in accordance with the procedures provided for in Subsection 2 and, where appropriate, Section 4.

The reasons for refusal of enforcement are provided for in Article 45 of the Brussels I bis Regulation.¹² Reasons for refusal include cases where an authentic instrument or judgment is in breach of public policy. Yet it is apparent from the study which we have conducted that practitioners have not faced cases of refusal of enforcement in breach of public policy. Moreover, in the light of the responses obtained, the number of requests for refusal of enforcement, all reasons combined, seems infinite.

Refusal of enforcement: instruments conflict with public policy

should gradually alter Bailiffs' practices and work to accelerate and optimise the efficiency of civil enforcement procedures.



Conversely, since Belgian and Luxembourg Bailliffs do not have this kind of access, they essentially carry out preservations of moveable property. The National Chamber of Bailliffs of Belgium provides access to the centralised database of preservation notices, which lists the various measures implemented and enables practitioners to determine the relevance of a preservation to be carried out. In Portugal, *solicitadores* frequently resort to preservations of bank accounts, but also preservations of moveable property insofar as they are then able to easily carry out the sale of the assets online. In Spain and Italy, where Bailliffs are court staff, preservations of bank accounts are also favoured, along with preservations of real property, where applicable. Access to information about assets is a crucial factor for Bailliffs, whose effectiveness in enforcing documents depends on this. We should always bear in mind the need to achieve a balance between the interests of creditor and debtor but also between creditors. In Belgium, in the case of preservation of bank accounts, the State often asserts its preferential creditor status to recover priority sums. In fact, sums seized form the subject of allocation by distribution, leaving the unsecured creditor little chance of recovering the amount of his claim after payment of the State and other preferential creditors. Awareness of this type of procedure is important in order to determine the appropriate measure to organise recovery of the claim, in the knowledge that the Bailliff has to choose a preservation procedure proportionate to the amount involved in the dispute. Changes to access to land register and employer online databases, and to vehicle databases (available in France, Portugal and Poland, etc.) and databases of bank accounts (France and imminent), Belgium in the context of application of the European Regulation establishing a European Account Preservation Order¹¹¹).

¹¹¹ Regulation (EU) No 655/2014 of 15 March 2014 establishing a European Account Preservation Order procedure to facilitate cross-border debt recovery in civil and commercial matters.



Methods used (in particular, electronically to enforce documents

It should be noted, as a preliminary point, that Bailiffs may initiate enforcement measures if they come with an enforcement order (authentic instrument or copy of judgment on which the enforcement clause is affixed by the clerk of the originating court) or a copy of the judgment (in Germany, Belgium, Spain, France, Hungary, Poland and Portugal) which makes it possible to initiate proceedings in several Member States, where appropriate.

The measures practised by Bailiffs vary according to the national procedures in force, but above all depending on the information about the debtor's assets to which they have access. On this point, the national systems diverge, as the European Commission has already had the opportunity to observe in its 2008 Green Paper on the transparency of debtors' assets¹⁰.

For example, French Bailiffs have access to the National Database of Bank Accounts (FICOBA), a database accessible electronically, which provides them with information about the accounts held by the defendant. Consequently, the practice of preservation of bank accounts is very much the majority practice in France, even more so since this preservation can now be carried out electronically. The same applies for access to the Vehicle Registration System (SIV) which allows Bailiffs to seize the defendant's vehicle remotely (by electronic declaration to the prefecture of police), thus preventing its transfer or sale. Similarly, in Poland, Bailiffs can obtain information about defendants' assets by viewing various databases accessible electronically (bank accounts, vehicles, land registry, pay), which leads to a significant practice of preservation of bank accounts.

¹⁰. Green paper - Effective enforcement of judgments in the European Union: the transparency of debtors' assets / *COM/2008/0128 final */

2. Notwithstanding paragraph 1, the grounds for refusal or of suspension of enforcement under the law of the Member State addressed shall apply in so far as they are not incompatible with the grounds referred to in Article 45.

3. The party seeking the enforcement of a judgment given in another Member State shall not be required to have a postal address in the Member State addressed. Nor shall that party be required to have an authorised representative in the Member State addressed unless such a representative is mandatory irrespective of the nationality or the domicile of the parties.

Enforcement measures: the actors in these procedures

Balliffs, independent professionals, have responsibility for the implementation of enforcement measures in most of the Member States referred to in this study (in Belgium, France, Hungary, Luxembourg and Poland). Balliffs, as mentioned above, have an obligation relating to civil professional liability insurance.

Only Spanish Balliffs (*Secretariat Judicial*) and Italian Balliffs (*Uffici notificazioni e sequestrazioni e protesti*) are court professionals responsible for effective enforcement of judgments. In Germany, where Balliffs (*Gerichtsvollzieher*) are civil servants with autonomy in the organisation of their practices (situated outside the courts), powers in terms of enforcement vary, depending on the preserved asset. Thus, the *Gerichtsvollzieher* is competent in terms of preservation of movable property and the court responsible for enforcement has jurisdiction in terms of preservation of real property, with the exception of registration of a mortgage for which the land registry office has exclusive jurisdiction.

protective measure) of the court responsible for determining the scope of enforcement.

It is apparent from these findings that despite the intention expressed by the European legislature in the Brussels I bis Regulation, "obstacles" in automatic enforcement of provisional/protective measures persist.



9. Article 41: "1. Subject to the provisions of this Section, the procedure for the enforcement of judgments given in another Member State shall be governed by the law of the Member State addressed. A judgment given in a Member State which is enforceable in the Member State addressed shall be enforced there under the same conditions as a judgment given in the Member State addressed."

8. Articles 75 and 76 of the Brussels I bis Regulation

ascertaining the equivalent measure. Other national judicial systems, such as those in Poland and Spain, are of the opinion that the judgment convicting the defendant is not enforceable and requires the intervention of another court responsible for ruling on the defendant's assets which shall form the subject of preservation measures. Since the foreign judgment has to benefit from the same treatment as a national judgment, under Article 41 of the Regulation, it shall therefore be subject to the analysis and interpretation (where applicable, of the foreign provisional/

domestic law. Some countries, like Poland, have adopted statutory provisions for the application of the Brussels I bis Regulation in domestic law providing for the obligation for the Bailiff, to refer the matter to the court of first instance for the purposes of identifying, before any enforcement procedure, the appropriate measure in application of the Brussels I bis Regulation in France, additional powers enabling upstream, to choose the appropriate measure. It therefore has, in the context of the measure (to rule on difficulties at the moment of implementation) and not for enforcement. Nevertheless, the latter intervenes in principle downstream of jurisdiction to settle difficulties relating to enforcement is the court responsible for the application of the Brussels I bis Regulation. For example, in France, the court with jurisdiction in this regard in the declarations made by the Member States for the application of the Brussels I bis Regulation in case of any doubt. Yet nothing is set out in this regard in the declarations made by the Member States for the application of the Brussels I bis Regulation in France, additional powers enabling upstream, to choose the appropriate measure. It therefore has, in the context of application of the Brussels I bis Regulation in France, additional powers enabling it to identify, before any enforcement procedure, the appropriate measure in domestic law.

the obligation to refer the matter to the court with jurisdiction on the substance, promptly after pronouncement of the provisional/protective measure. However, this exercise of interpretation of the foreign measure, formerly entrusted to the court responsible for affixing the enforcement clause, is a matter for the court with jurisdiction in case of any doubt. Yet nothing is set out in this regard in the declarations made by the Member States for the application of the Brussels I bis Regulation. For example, in France, the court with jurisdiction to settle difficulties relating to enforcement is the court responsible for enforcement. Nevertheless, the latter intervenes in principle downstream of the measure (to rule on difficulties at the moment of implementation) and not upstream, to choose the appropriate measure. It therefore has, in the context of application of the Brussels I bis Regulation in France, additional powers enabling it to identify, before any enforcement procedure, the appropriate measure in domestic law.





Enforcement of provisional/protective measures

In accordance with Article 54 of the Brussels I bis Regulation⁷, a provisional/protective measure pronounced by one Member State's court is automatically enforceable in the Member State addressed, without prior formalities, and must form the subject of adaptation if it does not exist in the Member State addressed. This option, stemming directly from abolition of the procedure for affixing the enforcement clause and which seeks to facilitate the circulation of provisional/protective measures in Europe, presents difficulties relating to the diversity of national judicial systems. In fact, a measure provided for in one Member State does not necessarily exist in another, and identification of the equivalent measure is sometimes complex. Assessment of the notion of "*measure which has equivalent effects attached to it and which pursues similar aims and interests*" provided for in the Regulation must now be carried out by the Bailiff, who must choose the measure he considers corresponds to the foreign measure (of which he is often unaware), thus engaging his liability if however, the measure implemented is disproportionate in regards to the original measure.

In the context of this comparative study, the provisional/protective measures existing in the various Member States have been listed and briefly described in order to facilitate their understanding by enforcement professionals, but also by the citizens and companies. Provisional/protective measures make it possible to render unavailable part of the defendant's assets for a limited period (unavailability justified, in principle, by the urgency of the situation), the creditor having

7. Article 54 of the Brussels I bis Regulation: "1. If a judgment contains a measure or an order which is not known in the law of the Member State addressed, that measure or order shall, to the extent possible, be adapted to a measure or an order known in the law of that Member State which has equivalent effects attached to it and which pursues similar aims and interests. Such adaptation shall not result in effects going beyond those provided for in the law of the Member State of origin.
2. Any party may challenge the adaptation of the measure or order before a court.
3. If necessary, the party invoking the judgment or seeking its enforcement may be required to provide a translation or a transliteration of the judgment."

Moreover, assessment of this reasonable time differs from one Member State to another, and is between 5 and 20 days according to the responses obtained. It would seem however, that the average duration is 10 to 20 days.

Methods used (in particular, electronically)

As indicated above, methods of service vary depending on the status of the professionals instructed.

The Bailiff proceeds with service of the instrument by means of remittance to the defendant, which is faster and more effective. In fact, he has measures of investigation enabling him to identify the defendant's address and his work place, offering the possibility of remitting the instrument in person and explaining its content and means of redress to the defendant.

Electronic service is on the rise in various Member States, which have opted for a variety of systems: secured electronic platforms (Belgium, Spain, France, Germany and Poland), access to secure private internet sites, private e-mail messaging (Hungary and Italy).

Generally, the electronic service of documents to the defendant has not yet been set in place in all countries. Several factors currently hinder this widespread use such as, for example, the need to obtain the debtor's consent in order to have recourse to this type of service. Conversely, the electronic exchange of documents between legal professionals (Bailiffs, solicitors, court staff, etc.), seems to be becoming more widespread. The same applies in particular for the exchange of submissions between solicitors. Some Member States (France) have established in law the possibility of electronic exchanges with a legal professional⁶.

6. Article 3 Law no. 2016-1547 of 18 November 2016 "Bailiffs, Notaries, court-ordered auctioneers, barristers at the Council of State and the Court of Cassation, auditors and accountants offer their clientele a digital relationship in a format guaranteeing the interoperability of all exchanges".



4. Recital 32 of the Brussels I bis Regulation "in order to inform the person against whom enforcement is sought of the enforcement of a judgment given in another Member State, the certificate issued pursuant to Article 53 shall be served on the person against whom the enforcement is sought prior to the first enforcement measure. The certificate shall be accompanied by the judgment, if not already served on that person."

5. Article 43 of the Brussels I bis Regulation: "1. Where enforcement is sought of a judgment given in another Member State, the certificate issued pursuant to Article 53 shall be served on the person against whom the enforcement is sought prior to the first enforcement measure. The certificate shall be accompanied by the judgment, if not already served on that person."

Service of the certificate occurs, in most Member States subjects of this study, at the same time as service of the enforcement order. Nevertheless, if the judgment is not accompanied by provisional enforcement, it shall be served on/notified to the defendant initially, then the certificate shall be served/notified as soon as the judgment becomes final (i.e. around one month later). The "reasonable time" provided for in Recital 32⁴ and Article 43⁵ of the Regulation, between service of the certificate and the preliminary enforcement measure, is considered prejudicial by most practitioners. In fact, this period of time offers the defendant acting in bad faith the opportunity to organise his insolvency, thus jeopardising civil proceedings for enforcement of the judgment.

Service of documents the certificate

a case-by-case basis depending on the solicitors' practices). This liability constitutes a guarantee and stronger protection for citizens and businesses. Bailiffs engage their civil, criminal and disciplinary liability when carrying out their tasks. Court staff (in Germany, Spain, Italy and Portugal) responsible for service of documents are civil servants. Implementation of their professional liability therefore presupposes contentious proceedings against the State which may, like proceedings brought against any public sector employee, prove lengthy and complex.



mandatory up to €500,000 and optional above this amount, in Portugal on range (in France, unlimited, in Belgium, up to €5,000,000, in Luxembourg, with the service procedure, covered by dedicated professional liability insurance) are professionally responsible for the loss which may arise in connection of the legal profession, participating in exercising public authority. They Bailiffs in Belgium, France and Luxembourg are public officials and members Lublin-East).

Spain (for some courts only), Italy and Poland (only for the regional court of requiring acknowledgement of receipt) and electronically, particularly in Service carried out by court staff is handled by post (registered letter be left at the defendant's address, or at the Bailiff's practice.

France and Belgium. Failing this remittance to a person, the instrument may of work) entails remittance to a person, which can be done electronically in Service of the instrument by a Bailiff (at the defendant's address or place to the defendant.

(Germany, Spain, Italy, Portugal and Poland) carry out service of documents stood as the service of a document carried out by a Bailiff), whilst court staff professionals carry out "service" of instruments (service having to be undertaken). Thus, Bailiffs (Belgium, France, Hungary and Luxembourg), independent competence for service of documents.

court staff. In Poland and Germany, clerks of the court/court staff also have request, depending on the Member States, to a Bailiff or a clerk of the court/ The creditor originates this transmission of the instrument by issuing a procedure.

★ The service of the instrument constitutes the first stage of the enforcement

Service of documents

are subject to the enforcement order procedure, the same applies for foreign judgments which are to be enforced in these two countries.



3. Article 39 of the Brussels I bis Regulation: "A judgment given in a Member State which is enforceable in that Member State shall be enforceable in the other Member States without any declaration of enforceability being required".

2. Only in the context of the Belgian procedure for the recovery of undisputed debts.

Under the Brussels I bis Regulation³, enforcement orders drawn up in one country are automatically enforceable in the Member State of enforcement. However, in Spain and Portugal, the foreign judgment must be subject to an enforcement order prior to enforcement, this procedure being with the court of the defendant's domicile. According to practitioners, this practice is reasoned by the principle according to which a foreign judgment must benefit from the same system as a national judgment. Given that Spanish and Portuguese judgments

Formalities prior to enforcement

1.2.2 Enforcement of authentic instruments and judgments

In some Member States, judgments are handed electronically (particularly in Belgium², Spain, Italy and Portugal) which facilitates their circulation and service on the defendant..

Judgments

Authentic instruments can be drawn up electronically in France, Spain, Hungary, Italy and Portugal, since Notaries have a certified electronic signature. In Germany, Notaries can establish certified electronic copies. In addition, electronic authentic instruments are archived in some countries, like France, at a central archive which the Notary can access using an authentication system, which facilitates communication and enforcement of instruments.



the instrument) and achieve effectiveness of the procedure (helping to prevent misinterpretation of the instrument).

The assessment is carried out however, on a case-by-case basis, depending on the complexity of the case, the amount of the debt to be recovered and the type of enforcement sought. In fact, translation costs are advanced by the creditor (then reimbursed by the debtor in the context of the civil enforcement procedure), which may constitute an excessive cost in the case of a small amount. In Belgium, Bailiffs are able to certify translations which makes it possible, where applicable, to use a non-sworn translation and limit costs incurred.

1.2 Enforcement of authentic instruments and judgments (in particular, electronically)

1.2.1 Enforcement titles

Authentic instruments

Authentic instruments and the certificate provided for in Annex 2 to the Brussels I bis Regulation are drawn up, in all Member States studied, by Notaries, public office-holders entrusted by an official authority with the task of guaranteeing the freedom of consent in order to guarantee the legitimate interests of all the parties concerned. Notaries conduct general interest missions on behalf of the supervisory authorities in the most varied areas of law. They guarantee the lawfulness and legal certainty of documents concluded between private individuals. By exercising true prerogatives of public authority conferred upon them by the State, they give the document they draft a guarantee of authenticity. This competence is exercised, concurrently with other professionals, in Portugal (solicitadores)¹.

¹ „Solicitadores”, independent professionals, draw up authentic instruments and carry out civil enforcement procedures.



Notaries and Bailiffs state that they advise their clients to organise a translation of the authentic instrument and of the judgment, in a concern to save time (helping to prevent the opposing party from arguing a lack of understanding of

his Regulation. In most Member States covered by this study, translations are carried out by sworn translators, even if this requirement is not established by the Brussels I

1.1.2 Translation

Calculating interest is made even more complex since interest rates vary at a frequency of 6 months to a year depending on the country, information of which the professional is not aware as he proceeds to the enforcement of the instrument. Yet the Bailiff engages his professional civil liability if he does not apply the correct interest rate when implementing civil enforcement procedures.

In Germany and Poland, it is possible to derogate from the statutory interest rate on a contractual basis. However, in Poland, the contractual rate may not exceed twice the statutory interest rate. In Germany, contractual freedom is limited by the prohibition of usury and the obligation to respect morality.

★ some States apply the statutory interest rates. In some States, this is a fixed percentage (Belgium, Hungary, Italy, Luxembourg, Poland and Portugal), whereas in others (France, Germany), a "basic" interest rate is increased by a fixed number of points.

★ most countries provide for different rates for natural persons and legal entities, in others, there is a differentiation between consumers, business people and retailers (Germany).

interest amounts:

However, the question of the method of interest calculation seems to pose genuine practical difficulties in the cross-border enforcement of judgments. Indeed, Member States present significant differences in the determination of



Information gathered about national practices

CHAPTER 1

The study, which sought to gather information about the application by Bailiffs and Notaries of the Brussels I bis Regulation, concerned three main themes:

- ★ the practicality of the Brussels I bis Regulation (1.1)
- ★ the enforcement of authentic instruments and judgments, in particular electronically (1.2)
- ★ the connection between the application of the Brussels I bis Regulation and the Regulation on the European Enforcement Order (1.3)

1.1 Practicality of the Brussels I bis Regulation

1.1.1 Forms

Generally, the results of the study show that the Brussels I bis forms are practical and clear, pointing to an improvement compared to the forms of the previous Brussels I Regulation.

Slight alterations should be made regarding the length of the forms, since some professionals are of the opinion that application forms are excessively long; however, this point was not considered as constituting a major obstacle to their use.

1. The scientific committee is composed of the following members :
- Pedroso Leal, *solicitador*, Professor at ISCAL, Portugal
 - Patrick Gieles, Bailiff, Belgium
 - Justyna Piasecka, Bailiff, Poland
 - Luc Ferrand, judge, head of projects – General Secretary of the Ministry of Justice, France
 - Jean-François Sagaut, Notary, France
 - Reinhold Geimer, Professor, Germany
 - Maria Escudeiro, Professor at ISCAL, Portugal
 - Julie Francastel, representative of the German Notariat
 - Romina Scarpone, representative of the Belgium Notariat
 - Patricia Leouffre, representative of the French Notariat
2. English, French, German, Hungarian and Polish.

The methodology adopted in the context of this study relied on a participative and inter-professional approach, involving Notaries, Bailiffs and also Professors specialising in European law.

A scientific committee, made up of 1 Notary, 3 Bailiffs, 2 university Professors, 1 judge, and 1 representative of the Belgium, French and German notariats¹, met periodically (5 meetings in 18 months) to draw up a detailed questionnaire on the application of the Brussels I bis Regulation, analyse the responses and request additional information.

The questionnaire, drawn up in 5 languages², was distributed by the professional representatives to their practitioners, and thus highlighted the significant similarities and differences in use of the Brussels I bis Regulation.

The objective of this report, drawn up by the scientific committee, is (i) to summarise the information gathered in the context of the study and (ii) to make recommendations resulting from the practice of legal professionals. The information specific to each of the countries features as an appendix to the report.

Methodology of the study

★ the third concerning existing tools in terms of electronic communication, so as to offer practitioners of law the option of exchanging instruments electronically.



etc.) but also a lack of mutual understanding for implementation of the Regulation in the Member States.

Indeed, despite the existence of a common instrument, the actors involved in the context of cross-border enforcement procedures often interpret the instruments of their foreign counterparts in the light of their own legal system, which sometimes leads to approximate even erroneous legal interpretations.

For example, the tasks assigned to Notaries and Bailiffs vary depending on the legal systems of the Member States. Likewise, the difference between national rules relating to the service and enforcement of instruments is an objective factor of complexity in terms of application of the European instrument.

Consequently, a detailed analysis of the national procedural mechanisms and competent practitioners seemed likely to (i) facilitate the application of the Brussels I bis Regulation and (ii) envisage ways of improving the cross-border enforcement of instruments.

The study therefore adopted a threefold approach:

- ★ the first concerning the *in concreto* application of the Brussels I bis Regulation: procedures for obtaining an authentic instrument, conditions required for issuance of the certificate, practitioner responsible for preparing said certificate, transmission to competent officials for the purposes of service and enforcement and differences in application compared to Regulation No 805/2004 creating a European Enforcement Order for uncontested claims (known as the European Enforcement Order Regulation);
- ★ the second concerning the specificities of national procedural systems, from the legal point of view, and the factors of differentiation in the Member States of the European Union;



Preamble

Objectif

The objective of the project "Comparative study on the application of European Regulation Brussels I bis", co-financed by the European Union, was to carry out a comparative study of a duration of 18 months on the application of European Regulation No 1215/2012 of 12 December 2012 *on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters* (known as "Brussels I bis") by Bailiffs and Notaries of the following Member States:

- ★ Germany
- ★ Belgium
- ★ Spain
- ★ France
- ★ Hungary
- ★ Italy
- ★ Luxembourg
- ★ Poland
- ★ Portugal

In fact, implementation of the Brussels I bis Regulation is facing difficulties relating to practical issues (use of forms, translations required, compliance with deadlines,

*Please find the whole report, with the annexes,
on the websites of the CEHJ (www.cejh.eu)
and the CNUF (www.Notaries-of-europe.eu)*



This publication has been produced with the financial support of the Justice Programme of the European Union.
The contents of this publication are the sole responsibility of consortium of Brussels I recast project and can in no way be taken to reflect the views of the European Commission.

Comparative study on the application of European Regulation Brussels I recast CONCLUSIONS OF THE FINAL REPORT



Project co-funded by
the European Union

